

  
cités  
unies  
france

# la lettre de la. coopération décentralisée

Septembre  
Octobre  
2014

Editorial .....	2
Afrique .....	3
Amérique latine et Caraïbes .....	7
Asie .....	9
Méditerranée .....	11
Jeunesse.....	14
Thématiques.....	15
Crises et réhabilitation .....	18
Agenda .....	21
Publications .....	23

# Editorial

## Cités Unies France ne reste pas dans sa bulle

L'été 2014 restera tristement comme celui de la déstabilisation et de la montée des risques dans le monde. Avec l'Ukraine, la guerre en Iraq et en Syrie, la progression du virus Ebola et les risques terroristes au Sahel, la géopolitique reprend tout ses droits, l'international fait peur et l'idée d'une Europe sanctuaire est difficile à tenir.

La mondialisation s'invite donc à nouveau provoquant parfois des réactions de repli. Pour les collectivités, en France et chez nos voisins européens, cet été aura aussi été l'annonce de baisses importantes des dotations pour participer à la réduction générale des déficits.

Toutes ces mauvaises nouvelles doivent-elles entraîner la fin de l'action internationale des collectivités locales françaises ? En d'autres termes, les années d'expériences accumulées depuis 40 ans dans près de 110 pays dans le monde doivent-elles passer aux pertes et profits ?

Les collectivités ne le pensent pas. Coup sur coup viennent de se tenir deux assises de la coopération décentralisée au Niger et en Mauritanie. Dans les semaines qui viennent se tiendront les assises franco-japonaises et franco-chinoises. A chaque fois, la mobilisation est forte. L'importance de ces rencontres, l'utilité des échanges et le nombre des collectivités françaises qui y participent, montent l'intérêt qu'il y a à maintenir l'action internationale.

Pour autant, on ne peut ignorer l'évolution des choses en France et dans le monde. Les changements que nous vivons dans l'action internationale des collectivités territoriales sont profonds et rapides. Une période historique passe au second plan. La coopération décentralisée à forte composante africaine n'est plus au cœur, même si elle est très vivante et nous le vérifions chaque jour. Une nouvelle génération d'élus, de droite et de gauche, est née avec la mondialisation. Pour eux, l'internationalisation n'est pas une option, c'est un état de fait. Simplement ils attendent de leur action internationale plus de sens pour leur collectivité, plus de valeur ajoutée pour la gestion quotidienne. Le tout dans un contexte de restriction des budgets.

CUF ce n'est pas seulement le conservatoire de la coopération décentralisée des années 90. Nous avons accompagné nos adhérents dans leurs partenariats avec les pays émergents en abordant avec eux de nombreuses thématiques. Nous travaillons aujourd'hui sur les questions liées à l'internationalisation des territoires. A cet égard, nous mettons en place un dispositif de conseil, de formation et d'accompagnement pour toutes les questions qui se posent dans ce domaine aux collectivités membres de CUF.

Cela concerne les questions urgentes, hélas, de sécurité comme l'épidémie d'Ebola, ou les zones rouges d'Afrique ou du Moyen-Orient. Cela concerne plus généralement la place de l'action internationale dans le rayonnement des territoires communaux, départementaux ou régionaux.

Cela concerne aussi un travail de lobbying et d'information face aux réformes administratives en cours et à une possible remise en cause de la clause générale de compétence.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, CUF compte aider les collectivités à mener un travail de mutualisation à la fois en interne entre les services et dans les pays de partenariats, en y installant des antennes au service de nos adhérents.

Le nouveau président de CUF, Roland Ries, maire de Strasbourg, ville internationale s'il en est, est très conscient de ces enjeux. Il compte bien, avec l'équipe de CUF, impulser et accompagner les changements nécessaires.

**Bertrand Gallet**

Directeur général de Cités Unies France

### Nota bene :

Les acteurs de la coopération décentralisée ayant prévu des déplacements dans certains pays considérés par l'Etat français comme à risque sécuritaire, sont invités à consulter le site « Conseils aux voyageurs » du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Dans le contexte de l'intervention de la coalition internationale contre Daech, et face au risque accru d'enlèvements et d'actes hostiles contre les ressortissants des pays membres de la coalition, les Français résidant ou de passage dans les pays suivants sont invités à renforcer leur vigilance ».

Voici la liste des pays africains à risque à la date du 25 septembre : Maroc, Algérie, Sénégal, Burundi, Comores, Tanzanie, Somalie, Tunisie, Égypte, Éthiopie, Djibouti, Kenya, Mali, Soudan, Mauritanie, Tchad, Nigeria, Niger, Burkina Faso, Cameroun.

La liste peut évoluer. Il est donc bon de consulter régulièrement le lien avec la liste des pays à risque :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/dernieres-minutes/>

**IMPORTANT** : Toute personne qui se rend dans un de ces pays, même de passage, est priée pour des mesures de sécurité de s'inscrire en ligne sur le portail Ariane du ministère des Affaires étrangères :

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html>

Dans tous les cas, nous vous recommandons de vous faire connaître auprès des autorités consulaires et d'indiquer précisément vos itinéraires de déplacement.

## BURKINA FASO

**Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin**

### Report des Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso

Par lettre officielle du 8 septembre 2014, adressée à l'Ambassadeur de France au Burkina Faso, le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD), a annoncé aux collectivités et acteurs mobilisés en France depuis plusieurs mois, le report des Assises 2014.

La raison citée par le Ministre est la situation sanitaire relative au virus Ebola, qui affecte actuellement plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Pour information, l'Etat burkinabè a également reporté, pour la même raison, plusieurs autres événements à dimension internationale :

- le sommet extraordinaire de l'Union africaine sur « l'Emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif » du 2 au 7 septembre,
- le Salon international du tourisme et de l'hôtellerie (Sitho), du 2 au 5 octobre,
- le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (Siao), du 31 octobre au 9 novembre.
- la 6e édition des Journées de la Promotion Minière (PROMIN) qui était prévue du 4 au 6 décembre.

Prenant acte de cette décision de report, Cités Unies France a informé les membres et partenaires du groupe-pays de la poursuite de son implication dans la préparation des Assises, en concertation avec le comité de pilotage France, les associations faitières des collectivités du Burkina Faso, l'Ambassade de France et les instances de préparation des Assises, mises en place au Burkina Faso.

L'Ambassade de France organise une rencontre, le 9 octobre, destinée aux collectivités françaises ayant maintenu leur déplacement, avec la participation de Bertrand Gallet, Directeur général de CUF.

### Prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 18 décembre 2014

La prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France aura lieu le jeudi 18 décembre 2014, de 10h00 à 17h00, à Cités Unies France.

Principaux points à l'ordre du jour (non exhaustif) :

- le report des Assises de la coopération décentralisée, initialement prévues du 8 au 12 octobre (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2048>)
- l'agenda général burkinabè et l'actualité des collectivités,
- le contexte sanitaire et sécuritaire dans la sous-région,
- les activités récentes des membres et partenaires du groupe-pays,
- la journée du 9 octobre 2014 organisée par l'Ambassade de France à destination des délégations présentes au Burkina Faso,
- le déplacement du directeur général de Cités Unies France à Ouagadougou.

Les membres du groupe-pays sont invités à indiquer les sujets qu'ils souhaitent porter à l'ordre du jour.

## ACTUALITÉ BURKINA FASO

### Manifestation d'ampleur contre un potentiel referendum

Des dizaines de milliers de personnes ont marché samedi 23 août 2014, à Ouagadougou, contre un éventuel référendum constitutionnel, qui permettrait à l'actuel président Blaise Compaoré de participer à l'élection présidentielle de 2015.

Pouvoir et opposition s'affrontent au sujet d'un possible référendum, dont le but est de modifier l'article 37 de la constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels et empêche pour l'instant Blaise Compaoré, à la tête du pays depuis 1987, d'être candidat en novembre 2015. Le président, arrivé il y a 27 ans au pouvoir par un coup d'Etat, qui termine son deuxième quinquennat après avoir effectué deux septennats, avait évoqué la tenue d'une telle consultation populaire en décembre.

A noter : aucune décision n'a pour l'instant formellement été prise en ce sens. (Source : <http://www.jeuneafrique.com/>)

## ACTUALITÉ MAURITANIE

Président : Daniel Allieux, vice-président de la Ville nouvelle de Sénart

### Dernière ligne droite pour les Assises

Les Assises de la coopération décentralisée franco-mauritanienne se tiendront du 19 et 20 octobre, à Nouakchott, malgré l'adoption par la Mauritanie de la semaine ouvrable du lundi au vendredi, à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

Premières Assises depuis 2005, elles ambitionnent d'aborder les thématiques suivantes : la place du développement économique dans la coopération décentralisée ; la jeunesse et son rôle dans nos sociétés : acteurs économiques et citoyens ; la formation professionnelle ; les réformes du secteur agro-pastoral et l'évolution de la décentralisation.

## ACTUALITÉ MALI

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, député-maire de La Flèche

### Prochaine réunion du groupe-pays Mali, le 11 décembre 2014

La prochaine réunion du groupe-pays Mali de Cités Unies France aura lieu le jeudi 11 décembre 2014, de 10h00 à 13h00, à Cités Unies France.

Principaux points à l'ordre du jour (non exhaustif) :

- le contexte général au Mali et l'actualité des collectivités,
- le contexte sanitaire et sécuritaire dans la sous-région,
- les activités récentes et réflexions des membres et partenaires du groupe-pays.

Les membres du groupe-pays sont invités à indiquer les sujets qu'ils souhaitent porter à l'ordre du jour.

### Entre deux et trois milles personnes ont défilé à Bamako pour dénoncer toute velléité de partition du Mali

Une quarantaine d'associations de la société civile ont participé, le 25 septembre dernier, à une marche pacifique à Bamako contre la partition du Mali. La manifestation, qui a débuté place de la Liberté, pour s'achever près de 2 km plus loin, place de l'Indépendance, a rassemblé entre 2 000 et 3 000 personnes.

Des manifestations similaires s'étaient déroulées également dans les localités de Gao et de Tombouctou (nord).

Des représentants des groupes armés du nord du Mali, actuellement à Alger pour des négociations de paix avec une délégation du gouvernement, ont réclamé le fédéralisme pour « mieux gérer » cette région, qu'ils contrôlent en partie.

« Face aux demandes de fédéralisme, nous avons proposé la régionalisation, nous proposons une décentralisation très poussée », a déclaré le Président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, affirmant que cette formule avait été proposée lors des négociations d'Alger.

(Source : AFD/Jeune Afrique)

### 4<sup>ème</sup> réunion internationale de suivi de la conférence de Bruxelles, le 29 septembre 2014, à Paris

Depuis la conférence de Bruxelles du 15 mai 2013, le gouvernement malien et ses partenaires bi et multilatéraux se retrouvent pour suivre les engagements pris de part et d'autre – réformes en cours au Mali, sécurité, programmes d'appui au développement du pays, etc.

## NIGER

### Président du groupe-pays : Stéphane Valli, président de la communauté de communes de Faucigny-Glières

### Réunion du groupe-pays à CUF : préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne du 13 au 17 octobre 2014

En présence de l'Ambassadeur du Niger en France, Abderamane Mayaki, et de Marie-Laure Martial chargée de mission auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT/MAE-DI), les membres du groupe-pays se sont retrouvés, le 24 septembre, pour une dernière réunion avant la tenue des Assises en octobre, à Niamey.

Aux vues de la situation sécuritaire et sanitaire au Niger, et plus globalement en Afrique de l'Ouest, son Excellence l'Ambassadeur a rappelé que le pays n'était pas affecté par l'épidémie d'Ebola et a réaffirmé l'engagement du gouvernement nigérien à assurer la sécurité de toutes et tous pendant les assises, et les éventuels déplacements auprès des partenaires nigériens – annonçant notamment que l'Etat nigérien fournirait et prendrait en charge les escortes nécessaires pour de tels déplacements.

Grâce à une visio-conférence avec le comité d'organisation des Assises à Niamey, des questions techniques et logistiques ont pu être résolues et le bon avancement des préparations a pu être constaté.

Les collectivités désirant participer aux Assises et qui ne sont pas encore inscrites, peuvent toujours le faire en envoyant la fiche d'inscription à [s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

### L'AFD et la question de l'eau au Niger

Depuis 1979, l'AFD finance des programmes et projets d'hydraulique à Niamey, dans les régions de Tillabéry, Maradi et Tahoua. Le montant global des investissements effectués par l'institution dans ce secteur s'élève à 48 millions d'euros depuis 1979.

L'agence a aussi accompagné l'Etat nigérien dans sa réforme du domaine hydraulique urbain, engagée en 2001, en participant au financement du projet sectoriel Eau, ambitieux programme d'investissement visant à accroître la production et la desserte en eau potable des grandes villes du pays.

Face à l'importante croissance démographique, il est important que le Niger s'organise pour faire face à l'augmentation des besoins en eau potable et à l'obsolescence de ses infrastructures hydrauliques.

Ainsi l'AFD participe aux travaux d'urgence qui serviront à augmenter la capacité de production des usines de traitement d'eau potable du pays ; cela passe par exemple par le financements du renforcement et de la distribution d'eau et de l'assainissement à Niamey et dans des villages de la région de Tillabéry, à hauteur de 41 millions d'euros.

Retrouvez le détail des actions passées et futures de l'AFD dans le domaine de l'eau au Niger dans cet article :

<http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-afr/portail-niger?actuCtnId=116100>

## SÉNÉGAL

**Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille**

### Sommet de la Francophonie

Comme tous les deux ans, les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) vont se réunir en sommet cette année. Après Kinshasa en 2012, Dakar a été choisi pour accueillir ce forum les 29 et 30 novembre 2014. Le forum aura pour thème « Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix et acteurs de développement ».

Le Sénégal, qui a largement investi en infrastructures pour préparer la rencontre, assure être dans les temps pour recevoir les chefs d'Etat et de gouvernement des 77 membres de l'Organisation. Dans une conférence de presse tenue le 18 septembre dernier, le secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, a démenti les rumeurs de report pour cause d'Ebola et confirmé que le gouvernement sénégalais en collaboration avec l'OIF s'engageait à prendre toutes les mesures d'ordre sanitaire et sécuritaire pour assurer la protection des participants.

Par ailleurs, ce sommet sera l'occasion d'élire le nouveau secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf ayant décidé de ne pas briguer de quatrième mandat après 12 ans à la tête de l'Organisation.

Site du Sommet : <http://www.francophoniedakar2014.sn/>

## MADAGASCAR

**Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général de l'Eure, délégué à la coopération décentralisée**

### Le projet de loi sur la décentralisation adopté mais sans les articles sur la capitale

Les lois adoptés le 22 août dernier n'ont pas trait à la modification de la communauté urbaine de la capitale, qui devrait à l'avenir être divisée en 6 communes.

Sur quelle base sera fondé ce nouveau découpage territorial ? Sur le nombre de la population ? Sur l'étendue du territoire ? Sur les potentiels en matière d'impôt et fiscalité ? Ou sur les besoins des populations en matière d'infrastructures ? Car il faut reconnaître que même les populations des certaines communes réclament aussi de nouvelles circonscriptions -et elles n'ont pas caché leurs souhaits qu'on instaure pour elles une commune, un district ou une région étant donné l'éloignement par rapport à leur chef de lieu de commune par exemple.

300 demandes de création de communes ont été déposées au ministère de la Décentralisation ; les habitants du Vatovavy et ceux du Mangoro réclament la création d'une région et de ce fait plus proximité avec le chef-lieu de l'administration.

Le Fokontany, communauté de base et première collectivité décentralisée dans le temps, est désormais réduit à une circonscription administrative. (Source : <http://www.madagascar-tribune.com>)

**Retrouvez les lois relatives aux compétences et aux ressources des collectivités**, loi organique n°2014/018 du 25 juillet 2014 et loi n°2014/020 du 25 juillet 2014 sur les pages Madagascar du site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2054>

## CÔTE D'IVOIRE

La décentralisation et la coopération décentralisée restent une priorité pour l'Etat et les associations nationales de collectivités ivoiriennes. A l'occasion d'un déplacement en Côte d'Ivoire et d'échanges réguliers avec les autorités françaises et ivoiriennes, Cités Unies France est vivement encouragée à mobiliser les collectivités françaises sur un programme commun, tout en poursuivant leurs relations bilatérales avec leurs homologues ivoiriennes.

## OCEAN INDIEN

### Déclaration finale de la Commission de l'océan Indien

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis au IVème Sommet de la Commission de l'océan Indien, à Moroni, le 23 août 2014, ont adopté une Déclaration résolument ancrée dans l'avenir de l'Indianoceanie. Cette déclaration dresse le tableau des défis de développement de la région et fixe les orientations d'une réponse collective sur les plans, entre autres, de la connectivité, de la sécurité maritime et alimentaire, de la gestion des ressources naturelles et du potentiel de l'économie bleue.

Ce Sommet «de la maturité et de la consolidation» a été l'occasion pour les présidents Ikililou Dhoinine des Comores (hôte du Sommet), Hery Rajaonarimampianina de Madagascar (président de la COI), François Hollande de France, James Michel des Seychelles et le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam de Maurice, de souligner «l'esprit de solidarité qui anime la coopération entre les pays membres de la COI».

Retrouvez l'intégralité de la déclaration sur : <http://commissionoceanindien.org/membres/union-des-comores/ive-sommet-de-la-coi-lavenir-de-lindianoceanie-au-coeur-de-la-declaration-des-chefs-detat-et-de-gouvernement-23-aout-14-moroni/>

## CENTRAFRIQUE

### Déplacement de Cités Unies France en Centrafrique

Comme annoncé le 4 juillet lors de la table ronde sur l'Afrique centrale, organisée dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités, Cités Unies France a effectué un déplacement en Centrafrique. (Lire la suite sur les pages « Crises et réhabilitation »)

### Virus Ebola : progression de l'épidémie et mobilisation internationale

#### Recommandations aux voyageurs :

Sauf raison impérative, il est recommandé aux Français de suspendre tout projet de voyage dans les pays où des cas de fièvre hémorragique à virus Ebola sont avérés (Guinée, Sierra Leone, Libéria, Nigéria).

L'épidémie de fièvre hémorragique virale Ebola sévit actuellement en Guinée Conakry, au Libéria et en Sierra Leone. Des cas ont été rapportés au Nigéria.

Pour mémoire : le virus Ebola se transmet à l'homme, dans un premier temps, à partir des animaux sauvages : les réservoirs habituels de ce virus sont les chauves-souris ou les singes. La manipulation de la viande de ces animaux infectés ou sa consommation (en particulier en cas de cuisson insuffisante) permet la transmission du virus Ebola à l'homme.

**La transmission interhumaine** est également possible en particulier auprès de personnes malades par des contacts directs avec du sang, des sécrétions, ou des liquides biologiques. Ce sont donc les contacts rapprochés auprès de personnes malades ou de personnes décédées lors des rites mortuaires qui permettent la diffusion du virus (notamment au sein du cercle familial ou parmi les personnels soignants).

**Les premiers symptômes** peuvent apparaître entre 2 et 21 jours (moyenne de 8 jours) après la contamination et l'essentiel de la contagiosité est réelle après déclaration des symptômes (état grippal avec des fièvres, douleurs musculaires, diarrhées et vomissements). De même, un cadavre animal ou humain peut transmettre la maladie.

*Avant votre départ, il convient de :*

- suivre l'évolution de l'épidémie en consultant régulièrement le site du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et celui de l'Organisation Mondiale de la Santé,
- de vous inscrire sur le portail Ariane du ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

*Pendant votre présence sur place, il convient de :*

- ne pas se déplacer dans la zone de foyer de l'épidémie en Guinée forestière et dans les zones signalées en Sierra Leone et au Liberia (consulter les fiches Conseils aux voyageurs de ces pays),
- ne pas consommer ni manipuler de viande de brousse,
- se laver les mains fréquemment au savon ou avec les solutions de lavage des mains hydro-alcoolique,
- éviter les contacts directs avec les sécrétions des malades ayant une forte fièvre, ou des troubles digestifs, ou des hémorragies extériorisées par la bouche, le nez, ou les selles.

*Après votre retour en France il convient de :*

- prendre contact avec le SAMU - Centre 15 (numéro de téléphone : 15) en cas de fièvre ou de symptômes compatibles avec la maladie en mentionnant le séjour en Afrique de l'Ouest.

(Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/infos-pratiques-20973/article/virus-ebola-guinee-forestiere>)

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)  
Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo, Côte d'Ivoire)  
Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)  
Courriel : [s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

## HAÏTI

**Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine**

### Inauguration de l'école nationale de Trou Canary le 18 septembre 2014

C'est le troisième bâtiment scolaire construit grâce au fonds de solidarité Haïti de Cités Unies France et de la Fondation de France. Ce fonds a été abondé par des subventions et des dons votés par les collectivités territoriales françaises. Il a permis la construction de l'école nationale de Gressier, inaugurée en mars 2013, et du Lycée national Amiclé Poycarpe des Abricots, inauguré le 30 avril 2014.

L'école de Trou Canary est la première école publique de la 5e section communale de Petit Goâve ; elle est composée de deux bâtiments parallèles ayant trois classes chacun, un bloc administratif, deux dortoirs pour les enseignants et des blocs sanitaires. Le bâtiment répond aux normes parasismiques et para-cycloniques conformes aux normes de la Direction du Génie scolaire du Ministère haïtien de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle (MENEFP). La Fondation DIGICEL a assuré la maîtrise d'ouvrage et apporté la moitié des fonds nécessaires à la construction.

L'école a été inaugurée en présence de Charles Josselin, président du Fonds de solidarité, Dominique Delpuech, chargé d'affaires de l'Ambassade de France, Jackson Pléteau, coordonnateur général à la Direction générale du MENEFP, Frankel Gracia, président du CASEC de la 5e section communale du trou Canary, Sophia Stransky, directrice exécutive de la Fondation Digicel, et de Suzy Castor, directrice du CRESFED, partenaire haïtienne Cités Unies France.

### Atelier sur le plan de travail 2014-2015 et le plan stratégique pluriannuel de la Direction de Collectivités Territoriales (DCT) du ministère haïtien de l'Intérieur

Organisé avec le soutien financier de l'ambassade de France, l'atelier a eu lieu du 25 au 27 septembre, au club INDIGO (Haïti). Il a réuni, pendant trois jours, les cadres de la DCT pour préparer le plan d'action opérationnel et le plan stratégique de 3 à 5 ans en présence du ministre de l'Intérieur, Reginald Delva. Le troisième jour ont été invités les partenaires nationaux et internationaux, dont Cités Unies France, afin de trouver des synergies et identifier des activités conjointes (appui technique et financier).

Cinq axes prioritaires de travail ont été définis : 1) la mobilisation fiscale : ainsi, l'année 2014-2015 a été déclarée l'Année de la mobilisation fiscale, 2) la délimitation territoriale, 3) le rôle de mairies dans la délivrance de permis de construire, 4) le renforcement des communes par la mise en place du programme d'intervention en trois zones spécifique le Nord, Nord-Est (PINNE), dans le sud (Pisud) et dans la zone frontalière.



## MEXIQUE

### Réunion décisive pour le programme collectif du groupe-pays Mexique, le 15 octobre 2014

Ce rendez-vous se tient à un moment crucial de l'actualité franco-mexicaine : préparé grâce à un questionnaire en ligne, il fait suite à l'appel à projet du fonds conjoints et à la volonté renouvelée de créer un groupe France au Mexique.

Cités Unies France souhaite accueillir un grand nombre des collectivités intéressées, afin de tenir un rétro-planing et déterminer la répartition des tâches autour des trois actions identifiées pour la période 2014-2015.

# Amérique latine & Caraïbes

## AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

### Madame le Maire de Managua remet la clé de la ville à Charles Josselin

Le 23 septembre dernière, à la mairie de Managua s'est déroulée la cérémonie de remise de la clé de la ville de Managua à Charles Josselin, président d'honneur de CUF, lors de sa récente visite au Nicaragua. Ont été présents : Daysi Torres, maire de Managua, et Antoine Joly, ambassadeur de France au Nicaragua.

Pour lire article sur le site de l'ambassade de France à Managua :

<http://www.ambafrance-ni.org/La-mairesse-de-Managua-remet-la>



## BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Majdouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

Réunion du groupe-pays, le 17 octobre à Cités Unies France

Cette réunion fera un point sur les résultats du premier tour des élections du 5 octobre, et assurera le suivi des accords établis lors de la réunion de juin dernier. Ces accords concernent la nouvelle stratégie du groupe-pays Brésil ; ils sont mis en place pour, entre autre, favoriser des liens directs avec les collectivités et les associations d'élus brésiliennes, le FONARI (Forum Nationale de secrétaires municipales de relations internationales) et le FNP (Association nationale des maires).

## ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE

### Appel à contributions pour le Prix de recherche AL-LAs sur l'internationalisation des collectivités territoriales

Dans le cadre du Projet européen AL-LAs (Alliance euro-latino-américaine de coopération entre les villes), Cités Unies France et le Projet AL-LAs rendent public



Ciudades al mundo

l'appel à contributions pour la remise de quatre (4) prix pour des travaux de recherche qui abordent les thèmes suivants :

1. Action Internationale pour villes et territoires durables
2. Action Internationale pour l'inclusion sociale au niveau local
3. Attractivité internationale des villes
4. Collectivités territoriales et agenda mondial (Agenda Post 2015 ; Objectifs de Développement Durable ; HABITAT III)

Les travaux présentés devront analyser l'un de ces quatre thèmes, sous la forme d'un développement théorique illustré par des cas concrets. Ne seront pas valorisés les travaux uniquement circonscrits à des études de cas ou des expériences spécifiques ; ni les développements exclusivement théoriques, sans ancrage dans des cas concrets. Les travaux présentés devront être inédits et se différencier (dans l'approche et le contenu) des documents des ateliers du Projet AL-LAs.

Les travaux sélectionnés seront publiés dans un numéro spécial des « Cahiers de la coopération décentralisée » de Cités Unies France, en français, en espagnol et en portugais.

Cet appel est ouvert. Si l'auteur du travail présenté n'est pas membre de la communauté d'experts d'AL-LAs, il doit s'inscrire préalablement sur le site : [www.proyectoallas.net](http://www.proyectoallas.net)

Date de réception des travaux : le 8 décembre 2014.

Vous pouvez télécharger l'appel sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique23>

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba)  
Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)  
Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

## JAPON

**Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières**

**Derniers préparatifs pour les 4<sup>e</sup> Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, du 28 au 30 octobre 2014, à Takamatsu**

A quelques semaines des 4<sup>e</sup> Rencontres franco-japonaises à Takamatsu, les préparatifs se finalisent. Les inscriptions sont désormais closes et CUF se félicite de la participation de 18 collectivités françaises, et une délégation de plus de 80 personnes qui rencontrera les 31 collectivités japonaises présentes. La troisième et dernière réunion du comité de pilotage français s'est déroulée le 4 juillet dernier, à l'occasion du 5<sup>e</sup> Forum de l'action internationale des collectivités territoriales.



Pour retrouver le compte-rendu de cette réunion et toutes les informations concernant les Rencontres de Takamatsu, merci de consulter : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1727>

**Webdocumentaire «Diplomatie économique au Japon »**

Après le Mexique, et le Turkménistan, le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) lance le troisième volet de sa série de diaporamas sonores consacrés à la diplomatie économique.



Ce récit photographique et sonore de Frédéric de la Mure illustre ces efforts constants de la diplomatie pour développer « l'entreprise France » dans l'archipel nippon. Ce web-documentaire permet de constater que le sport, l'art et le tourisme, entre autres, font de la France un partenaire économique privilégié du Japon : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-publications/webdocumentaires/article/webdocumentaire-diplomatie-112159>

**NOUVEAU ! « Dossier pays Japon » et « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais », édités en octobre 2014**

Cités Unies France a le plaisir de vous informer que le « Dossier pays Japon » et le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais », édités en octobre 2014 par Cités Unies France et en collaboration avec CLAIR Paris, sont à présent disponibles. Cette 3<sup>e</sup> édition du « Dossier pays » de plus de 100 pages présente le Japon à toute collectivité française engagée ou désireuse de s'engager en coopération décentralisée avec ce pays. Ce dossier présente la situation socio-économique, le système politique, les relations avec l'Union européenne et la France, ainsi que l'état de la coopération décentralisée franco-japonaise. Cette publication est complétée par le « Répertoire des partenariats franco-japonais » qui recense plus de 40 partenariats entre les collectivités territoriales françaises et japonaises. Pour commander ces ouvrages en ligne : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article61>.



**Nuit Blanche à Kyoto**

Suite au succès, chaque année renouvelé, de la Nuit Blanche de Paris, le concept s'exporte à Kyoto, sa ville jumelle, le 4 octobre 2014. Les habitants de Kyoto tout comme les touristes de passage pourront déambuler dans la ville à la nuit tombée, et profiter librement des différents lieux où des artistes français et japonais présenteront des expositions, des performances artistiques, ou encore du vidéo mapping : projections lumineuses animées sur la surface de grands bâtiments comme le Musée international du Manga de Kyoto. Au total, ce sont 35 lieux ouverts pour passer la nuit blanche, dont l'Institut français du Japon-Kansai, la Villa Kujoyama, le Kyoto Art Center, et beaucoup d'autres musées et galeries d'art. Le thème de cette année est « L'Art moderne rencontre l'artisanat traditionnel ».

Pour plus d'informations : <http://www.nuitblanche.jp/en/>

**Déplacement de Laurent Fabius au Japon**

Le ministre des Affaires étrangères et du Développement international, s'est rendu au Japon les 4 et 5 octobre. Il a rencontré à cette occasion Shinzo Abe, Premier ministre japonais, Fumio Kishida, ministre des Affaires étrangères, ainsi que Yoshio Mochiduki, ministre de l'Environnement. La visite a eu pour premier objectif de mettre en valeur la richesse des relations culturelles franco-japonaises. Laurent Fabius a inauguré le 4 octobre, lors de la quatrième édition de l'événement «Nuit blanche» à Kyoto, les locaux rénovés de la Villa Kujoyama, unique résidence française d'artistes en Asie et lieu emblématique du dialogue culturel entre la France et le Japon. Pour plus d'informations : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

**La présidente de la Commission des affaires étrangères en visite à Tokyo**

Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale s'est rendue à Tokyo les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2014. Elle a rencontré son homologue à la Chambre des Représentants, Shun'ichi Suzuki, le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères, Nobuo Kishi, ainsi que des représentants de la société civile japonaise.

(Source : <http://www.ambafrance-jp.org>)

## Le sourire du Japon à Paris



Le dernier weekend d'août, s'est déroulée à Paris la manifestation « Tohoku-wa : la renaissance - 2011 - 2014 le sourire retrouvé du Japon ». Cet événement est le fruit d'un travail de deux ans des élèves de l'école de l'OCDE du Tohoku. Il s'agit d'un projet éducatif de l'OCDE dont le but était de pousser des jeunes des régions dévastées par le tsunami de mars 2011, ou désertées à cause de la menace nucléaire de Fukushima, à réfléchir aux atouts et au futur de leur région. Ils ont dû mettre en avant l'attractivité du territoire du Tohoku pour montrer au monde que le Japon n'est pas détruit : il renaît.

On pouvait donc trouver sur le Champ de Mars différents stands pour présenter les trios préfectures touchées par le tsunami : Fukushima, Miyagi et Iwate ; mais aussi des expositions photographiques, des spécialités culinaires locales, des démonstrations et installations artistiques, comme des ballons à hélium pour symboliser la hauteur des vagues du tsunami. Les jeunes ont pu montrer au public les projets locaux qu'ils ont mené pour redresser leurs régions sinistrées. Ce projet aura appris aux jeunes du Tohoku à développer les compétences du 21<sup>e</sup> siècle pour l'OCDE : la prise d'initiative, le leadership, la faculté de réflexion, la coopération et la créativité.

## 850<sup>e</sup> anniversaire de Misasa-Onsen

La ville de Misasa (département de Totтори) fêtait, ce 4 août, le 850<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de ses sources thermales, riches en radium. A cette occasion la ville organisait le 58<sup>e</sup> festival en l'honneur de Marie Curie, auquel l'ambassade de France est invitée chaque année. Cette fête est aussi l'occasion de renforcer les liens avec Lamalou-les-Bains, ville thermale jumelle de Misasa.

(Source : <http://www.ambafrance-jp.org/58eme-edition-du-festival-de>)

## ACTUALITÉS JAPON

### Grenoble accueille Tsukuba

Grenoble a reçu, le 30 septembre dernier, Tsukuba, sa ville partenaire. A cette occasion, les deux maires ont planté dans le parc Paul Mistral un arbre typique de Tsukuba pour célébrer l'amitié entre les deux villes. Le soir, la délégation de Tsukuba a pu assister à une conférence d'Annie Shibata sur la céramique japonaise, ainsi que des présentations d'ikebana de l'école Sogetsu de l'Isère.

Pour plus d'informations : <http://divercities.eu/nl/septembre-40f.html>

### Tours et Takamatsu - illustration d'un jumelage

Alors que les 4<sup>e</sup> Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée approchent, le bulletin d'information de l'ambassade du Japon en France met à l'honneur le jumelage entre la ville de Tours et Takamatsu. Pour consulter cet article : [http://www.fr.emb-japan.go.jp/infos\\_japon/pdf/NDJ\\_ete\\_2014.pdf](http://www.fr.emb-japan.go.jp/infos_japon/pdf/NDJ_ete_2014.pdf)



### Le mois de la France à Yokohama

L'année 2014 est non seulement l'année des 90 ans du partenariat culturel franco-japonais, c'est aussi les 55 ans du jumelage entre Lyon et Yokohama et les 10 ans du Mois de la France à Yokohama.

Pour cette 10<sup>e</sup> édition, l'Institut français du Japon à Yokohama a organisé, pendant 6 semaines, du 1<sup>er</sup> juin au 16 juillet, des concerts, spectacles, projections de films, expositions, débats pour mettre la création artistique et la gastronomie française à l'honneur.

Le Mois de la France était clôturé avec une représentation de l'Orchestre national de Lyon, dirigé par Leonard Slatkin et avec le violoniste Ryu Goto. (Source : Ambassade de France au Japon : <http://www.ambafrance-jp.org/Le-Mois-de-la-France-a-Yokogama>)

## CHINE

**Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes, délégué aux relations internationales et européennes**



**Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise**

**4<sup>e</sup> Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise, les 6 et 7 novembre 2014, à Strasbourg**

Les 4<sup>e</sup> Rencontres franco-chinoises de la coopération décentralisée se dérouleront du 6 au 7 novembre prochains, au Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg. Dans un souci de bonne gestion de cette manifestation, nous vous rappelons que les collectivités, institutions, services de l'Etat et entreprises doivent obligatoirement s'inscrire et réserver leur hébergement *via* le site extranet dédié aux 4<sup>e</sup> Rencontres, dont les identifiants sont les suivants :

- Portail : <https://portail.region-alsace.eu/4emes-rencontres>
- Login : rencontres2014 - Mot de passe : francechine

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## TUNISIE

**Président du groupe-pays Tunisie : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère**

**Conférence : « Regard sur la nouvelle constitution tunisienne », le 4 juillet 2014, au Palais des Congrès de Paris**

A l'occasion du Forum de l'Action internationale des collectivités territoriales, Salsabil Klibi, enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences juridiques et sociales de Tunis, a donné des repères et clefs de compréhension sur la constitution tunisienne adoptée en début d'année. Animée par Michel Tarran, conseiller diplomatique du président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'échange s'est organisé en deux temps.

Dans une première partie, Mme Klibi a présenté les aspects saillants de la constitution en revenant sur le contexte de son élaboration : la place de la religion dans la constitution, les garanties sur les libertés fondamentales, le choix du régime politique, etc.

L'intervention s'est ensuite focalisée sur les choix retenus par les constituants sur l'organisation territoriale de la Tunisie, choix qui conduisent, d'après le texte adopté, à une organisation décentralisée de la Tunisie, même si cette décentralisation doit encore être confortée et précisée avec de nouvelles lois, actuellement en cours de rédaction au ministère de l'Intérieur.

Le compte rendu de la rencontre est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2051>

**Ateliers de travail sur la construction d'un Programme concerté pluri acteurs Tunisie (PCPA) pour la réduction des inégalités d'accès aux droits en Tunisie**

Les échanges se poursuivent pour avancer sur l'élaboration d'un programme de travail dans le cadre d'un PCPA Tunisie. Ainsi, un atelier de tiendra à Midoune (Djerba), les 30 septembre et 1er octobre. Une réunion d'information se tiendra à la fin du mois d'octobre en France, réunion à laquelle seront invitées les collectivités ayant manifesté un intérêt pour la démarche.

A ce jour, pour rappel, des diagnostics locaux ont été réalisés dans plusieurs territoires tunisiens (cf tableau récapitulatif ci-après) :

Territoire/Sujet du diagnostic	Produits
Ras Djebel / Diplômés chômeurs	Diagnostic du projet Ras Jebel Active (en arabe et en français)
Ariana_Bizerte/vivre ensemble à l'école	Reportage et film
Borj Ennour	Rapport « Borj Ennour retrouve son éclat » Extrait du film : <a href="http://youtu.be/iMlQ4xha2H4">http://youtu.be/iMlQ4xha2H4</a> <a href="http://youtu.be/FHKZwHAm2pM">http://youtu.be/FHKZwHAm2pM</a> <a href="http://youtu.be/E54tfjwWesk">http://youtu.be/E54tfjwWesk</a>
Tunis_Tozeur : droits des enfants	Spots video Rapport de diagnostic (uniquement en version arabe) Diaporama photo sur : <a href="http://www.youtube.com/watch?v=OGtgH0K4NjM">http://www.youtube.com/watch?v=OGtgH0K4NjM</a>
Kasserine/Situation de l'école rurale	Diagnostic sur l'école rurale Film de témoignages sur l'école rurale : <a href="http://www.solidarite-laique.org/Quand-l-ecole-rurale-lutte-contre.html">http://www.solidarite-laique.org/Quand-l-ecole-rurale-lutte-contre.html</a>
Sidi Bouzid /Droits des femmes rurales	Rapport d'analyse de la situation économique, sociale et citoyenne des Femmes rurales de la région d'El Hania
Gafsa/Education non formelle	Diagnostic sur l'éducation non-formelle
Mahrès/Impacts sanitaires et environnementaux de l'industrie Phosphate	Diagnostic Extraction et transformation du phosphate : impact sur l'environnement et la santé (Région de Gafsa Bassin minier- Région de Sfax)

## LIBAN

Présidente du groupe-pays : Samia Jaber, vice-présidente du conseil général du Territoire de Belfort



Nouvelle présidence du groupe-pays Liban de Cités Unies France

A l'occasion du bureau exécutif de Cités Unies France, du 23 septembre dernier, Samia Jaber, vice-présidente du conseil général du Territoire de Belfort, a été nommée présidente du groupe-pays Liban. A ce titre, elle se rendra au mois d'octobre pour une mission et rencontrera différents acteurs institutionnels de la coopération décentralisée franco-libanaise.

**Prochaine réunion du groupe-pays Liban, le 28 octobre 2014**

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra à Cités Unies France, le 28 octobre, de 14h30 à 17h00. Le contexte géopolitique libanais ainsi que l'évolution des partenariats de coopération décentralisée franco-libanais seront notamment abordés.

**Publication de l'étude de capitalisation sur le secteur de l'eau au Liban**

La version finale de l'étude de capitalisation sur le secteur de l'assainissement au Liban, dont les principales conclusions ont été présentées et discutées lors de l'atelier sur l'Assainissement au Liban, tenu le 11 juin à Paris est désormais téléchargeable à l'adresse suivante : [http://www.pseau.org/outils/ouvrages/hydroconseil\\_etude\\_de\\_capitalisation\\_sur\\_le\\_secteur\\_de\\_l\\_assainissement\\_au\\_liban\\_sep2014.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/hydroconseil_etude_de_capitalisation_sur_le_secteur_de_l_assainissement_au_liban_sep2014.pdf)

Cette étude a été pilotée par le SIAAP, avec l'assistance technique d'Hydroconseil, du Bureau technique des Villes Libanaises (BTVL-CGLU Liban) et du pS-Eau, sur un financement du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Elle s'inscrit dans le cadre du « Projet d'appui au renforcement des capacités des municipalités libanaises dans le domaine de l'assainissement ».

Pour tout renseignement complémentaire : Vincent Dussaux, Programme Solidarité Eau / Tel : 01 53 34 91 27

# Méditerranée

## ACTUALITÉS PALESTINE

### Fonds d'urgence pour Gaza

Alors qu'après 50 jours de raids meurtriers et d'opérations terrestres, un accord de cessez-le-feu illimité a été conclu entre l'Etat d'Israël et le Hamas, le bilan des victimes civiles à Gaza est lourd et les besoins humanitaires et de reconstruction sont énormes.

Cités Unies France et le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine ont décidé de l'ouverture d'un fonds d'urgence au titre de l'aide humanitaire et pour la réhabilitation : Le fonds « Urgence Gaza ».

L'utilisation du fonds, dont l'objectif est d'aider à la réhabilitation et de soutenir les populations dans le besoin, sera décidée par le comité des donateurs. Les projets proposés se baseront sur les besoins identifiés par nos partenaires locaux, notamment par les collectivités palestiniennes partenaires.

Une délégation du RCDP et de Cités Unies France, avec les collectivités intéressées, se rendra également dans la Bande de Gaza afin d'établir un état des lieux.

Un compte bancaire « Urgence Gaza » a été ouvert à ce propos.

Pour toute information complémentaire et pour participer à cette initiative vous pouvez contacter à Cités Unies France, Simoné Giovetti ([s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)) / Tel. : 01 53 41 81 87).

### Assemblée générale du RCDP

Le RCDP a tenu son assemblée générale le 29 septembre 2014, dans les locaux de Cités Unies France. Ce fut l'occasion de faire un point sur l'actualité, et notamment sur la situation à Gaza et en Cisjordanie après la fin de l'opération militaire israélienne « Bordures protectrices ». Le RCDP a réalisé un bilan de ses activités, remis son bilan financier pour l'année 2013, procédé aux élections du président, des vices présidents et du trésorier, et discuté de son agenda et de l'organisation des événements à venir.



## PALESTINE

**Président du groupe-pays : Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller régional Nord Pas de Calais**

**Conférence internationale des collectivités locales en solidarité avec le peuple palestinien : « Les collectivités locales au cœur de l'Etat palestinien », du 21 au 23 novembre 2014, à Ramallah**

Cet événement majeur est organisé sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Mahmoud Abbas, Président de la Palestine. Le RCDP a été sollicité pour être partenaire de l'organisation de cette conférence. Il sera en charge d'organiser une des tables rondes. Voici la lettre d'invitation diffusée par l'Autorité Nationale Palestinienne :

Jusqu'à présent, 2014 a été une année très grave pour la Palestine et le peuple palestinien qui a subi de graves injustices et souffrances dont le monde a été témoin, en particulier dans la bande de Gaza. 2014 est aussi l'année Internationale de Solidarité avec le Peuple Palestinien (UN International Year of Solidarity with the Palestinian People - IYSP). Le Comité d'organisation de cette année internationale de Solidarité a le plaisir de vous inviter à la Conférence internationale des collectivités locales en solidarité avec le Peuple palestinien sur le thème : « Les collectivités locales au cœur de l'Etat palestinien. Cette Conférence se tiendra du 21 au 23 novembre 2014, à Ramallah, et elle est essentiellement ouverte aux acteurs politiques locaux, maires et associations de collectivités locales ainsi que leurs principaux partenaires et représentants. Le principal objectif de la Conférence est de contribuer aux réflexions et à une mobilisation mondiale en vue de la mise en œuvre d'une solution juste et finale à la question palestinienne en accord avec le droit international et avec les résolutions des Nations Unies relatives. Un accent particulier sera mis sur le rôle des collectivités locales dans ce processus. La Conférence est organisée par le Comité des événements et des activités de l'IYSP avec la collaboration directe du ministère des Collectivités locales et l'Association des collectivités locales de Palestine (APLA).

La Conférence sera ouverte par le Chef de l'Etat, le Président Mahmoud Abbas. La Conférence s'organise autour de 5 thèmes principaux :

- Les défis des Collectivités locales palestiniennes ;
- Le rôle des Collectivités locales dans la construction d'un Etat palestinien juste, démocratique et indépendant ;
- La question des services locaux – Leçons apprises à partir des expériences internationales ;
- Des enjeux de développement économique local et d'intégration territoriale ;
- Solidarité avec la Palestine, y compris la justice pour la Palestine.

### Contributions

Nous sommes ouverts à vos contributions sur ces thèmes. De plus amples informations sur les moyens de nous soumettre un document de travail ou une contribution peut être trouvée sur notre site ([iyspp.plo.ps](http://iyspp.plo.ps)).

### Transport et logement

Le logement sera offert aux chefs de délégation des collectivités locales. Les transferts entre l'aéroport d'arrivée et l'hôtel à Ramallah seront également pris en charge et organisés par le Comité d'organisation de la Conférence.

### Langues et traductions

Les langues de la Conférence sont l'anglais et l'arabe, mais des traductions seront faites en français, en italien et en espagnol.

### Inscriptions et informations

Si vous souhaitez y participer et compte tenu d'un nombre limité de places, nous vous suggérons d'effectuer une préinscription à la Conférence. Visitez à cet effet notre site internet ([iyspp.plo.ps](http://iyspp.plo.ps)). Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse [info@iyspp.plo.ps](mailto:info@iyspp.plo.ps)

La date limite des inscriptions est le 15 octobre 2014.

# Méditerranée

## TURQUIE

**Présidente du groupe-pays : Nawel Rafik Elmrini, adjointe au maire de Strasbourg, en charge des affaires européennes et internationales (succède à Jean Touzeau, vice-président du conseil général de la Gironde)**

### **Cités Unies France au premier colloque Vivapolis sur la ville durable à l'étranger**

C'est la capitale économique de la Turquie qui a été choisie, le 23 septembre dernier, pour abriter ce premier colloque sur la ville durable à la française. Rassemblant entreprises, mais aussi architectes, services de l'Etat, bureaux d'études, élus et services techniques de collectivités territoriales, de nombreux exemples ont été échangés sur des manières de gérer une ville. La ville de Paris, par exemple, a mis en exergue les mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique.

### **Une première rencontre entre collectivités turques et françaises depuis 2008**



A l'occasion du colloque Vivapolis autour de la ville durable, la section Moyen Orient de CGLU à Istanbul, l'Union des municipalités de Turquie et Cités Unies France ont permis à différents protagonistes de la coopération décentralisée franco-turque de se retrouver afin de dégager un agenda de travail commun. Celui-ci s'appuiera en particulier sur les prochains rendez-vous de l'agenda mondial. Les thématiques des transports communs, des femmes en politique, de la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets, ont ainsi fait consensus. A noter que la place du développement économique dans la coopération décentralisée sera certainement approfondie dans les prochains mois. La conférence des parties sur le climat (COP21, Paris, décembre 2015) sera l'occasion d'une nouvelle rencontre entre collectivités turques et françaises. La réunion était présidée par Madame Rafik Elmrini, qui préside le groupe-pays Turquie depuis juillet 2014.

La communauté urbaine de Bordeaux a saisi l'opportunité de cet événement Vivapolis pour organiser une première mission d'identification préfigurant une éventuelle coopération avec la métropole de Bursa. La chambre de commerce de Bordeaux faisait partie du déplacement.

### **Un nouveau venu dans la coopération décentralisée franco-turque ?**

A noter que des élus de Paris, Strasbourg, Grand Lyon ainsi que Marseille Euroméditerranée avaient fait le déplacement.

#### *Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## MAROC

Président du groupe-pays : Jean Roatta, adjoint au maire de Marseille

### **Nouvelle présidence du groupe-pays Maroc de Cités Unies France**

Jean Roatta, adjoint au maire de Marseille, a été nommé par Bureau exécutif de Cités Unies France du 23 septembre, président du groupe-pays Maroc, succédant à Jacques Rocca Serra, ancien adjoint au maire de Marseille. Il se rendra à Rabat pour une mission politique à la mi octobre. Une réunion du groupe-pays se tiendra à Paris au début du mois de décembre et permettra de faire un point sur la coopération décentralisée franco-marocaine.

### **Report du séminaire de coopération économique décentralisée franco-marocaine d'El Jedida**

Initialement prévu les 15 et 16 octobre 2014, à El Jedida, le séminaire a été reporté à une date ultérieure en raison d'une actualité législative chargée.

## ALGERIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux affaires méditerranéennes

### **Nouvel ambassadeur de France en Algérie**

L'ambassadeur de France en Algérie, André Parant, a quitté son poste. Son successeur est Bernard Emié.

Il y a également de nouvelles arrivées au sein du Service de coopération et d'action culturelle, dont vous trouverez ci-dessous les noms et coordonnées :

- conseiller de coopération et d'action culturelle et directeur général de l'Institut français d'Algérie : Alexis Andres : [alexis.andres@diplomatie.gouv.fr](mailto:alexis.andres@diplomatie.gouv.fr)

- conseiller de coopération et d'action culturelle adjoint : Florence Nikolic : [florence.nikolic@diplomatie.gouv.fr](mailto:florence.nikolic@diplomatie.gouv.fr)

- attaché de coopération : Philippe Marquand [philippe.marquand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippe.marquand@diplomatie.gouv.fr)

- chargé de mission société civile : Jean Toussaint : [jean.toussaint@diplomatie.gouv.fr](mailto:jean.toussaint@diplomatie.gouv.fr) - Tél : +213 (0) 21 98 15 26

- chargé de mission société civile : Amir Kellou : [amir.kellou@diplomatie.gouv.fr](mailto:amir.kellou@diplomatie.gouv.fr) -Tél (LD) : +213 (0) 21 98 15 38

Le poste de VIA chargé de mission coopération décentralisée n'a pas été renouvelé. Pour toute demande concernant la coopération décentralisée, contactez l'attaché de coopération, ou chargés de mission Société civile.

## Comité régional de la Mobilité internationale et européenne des jeunes (COREMOB), le 30 septembre 2014, à Lyon

La région Rhône-Alpes a installé un COREMOB en organisant une première réunion le 30 septembre dernier. Co-piloté avec les différents services de l'Etat, cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures du Plan d'actions Priorité jeunesse du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

En effet, un comité permanent des opérateurs de la mobilité européenne et internationale des jeunes a été mis en place le 10 octobre 2013, au niveau national, afin de « coordonner les acteurs pour faciliter l'accès aux programmes de mobilité ». Cette coordination devrait se décliner également à l'échelle régionale pour adapter les actions aux spécificités des territoires.

En attendant la circulaire d'installation du ministre de la Jeunesse, certaines régions ont tout de même pris l'initiative d'installer leur COREMOB à l'instar des régions PACA, Auvergne et Rhône-Alpes.

Cette première réunion a donc été l'occasion de présenter le COREMOB :

- sa composition : 4 collèges d'acteurs (Collectivités territoriales, Etat, partenaires institutionnels, têtes de réseaux) ;
- ses objectifs : réunir les acteurs de l'éducation formelle et non formelle ; définir une stratégie régionale adaptée aux caractéristiques de la région Rhône-Alpes ; mise en place de groupes de travail...
- son organisation : le COREMOB se réunira deux fois par an, en lien avec le comité national.

## Présidente du groupe thématique Jeunesse : Mériem Derkaoui, adjointe au maire en charge de la jeunesse, Ville d'Aubervilliers

### Une nouvelle présidente du groupe thématique jeunesse



Le bureau exécutif de Cités Unies France a nommé Meriem Derkaoui, première adjointe au maire en charge de la Jeunesse à la mairie d'Aubervilliers, présidente du groupe thématique Jeunesse, le 23 septembre dernier. Elle succède ainsi à Hélène Vincent qui était élue à la mairie de Grenoble et qui a pleinement accompli ses missions en apportant une nouvelle dynamique au sein du groupe thématique Jeunesse et nous la remercions vivement pour son implication.

Le groupe Jeunesse se réunira très prochainement, d'ici la fin de l'année, en présence de la nouvelle présidente.

## Signature d'une convention de partenariat entre Cités Unies France et l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ), le 5 septembre 2014

Depuis 2011, Cités Unies France, à travers son groupe thématique Jeunesse, et l'ANACEJ mènent des actions communes au profit des collectivités territoriales, en organisant par exemple un séminaire sur les démarches et les dispositifs d'accompagnement d'un projet à l'international auprès des travailleurs jeunesse et des acteurs de la coopération internationale (en partenariat également avec France Volontaires). Après ces trois années de collaborations, il nous paraissait important de consolider et de formaliser ce partenariat dans le cadre d'une convention.



Et c'est donc le 5 septembre dernier, à Paris, que Bertrand Gallet, directeur général de CUF et Frédérick Pairault, délégué général de l'ANACEJ, ont signé une convention de partenariat.

Cette collaboration a pour ambition :

- de favoriser la mise en réseau des acteurs de la jeunesse et de la solidarité internationale ;
- d'informer et d'apporter l'appui-conseil aux collectivités territoriales sur les questions d'engagement et de mobilité à l'international des jeunes et de les accompagner dans leurs projets ;
- de favoriser l'implication des dispositifs de participation des jeunes dans les partenariats de coopération internationale des collectivités.

Pour cela, des activités vont être programmées et mobiliseront nos réseaux respectifs.

## Soirée de lancement du projet « TABADOUL », le 15 octobre 2014, de 18h à 21h30

Echange de jeunes entre Montreuil et Beit Sira (Palestine) à la Maison de quartier du Grand Air - Espace 18 à Montreuil :

- Vernissage de l'expo-photos « visages de Beit Sira » ;
- Rencontre avec des jeunes d'Aubervilliers et Ivry de retour de Palestine ;
- Buffet palestinien - En présence de Monsieur le Maire - Entrée libre - Informations : Omar Somi : 06.26.47.94.88 Espace 18 - 18, rue des Grands Pêcheurs - Montreuil



# Thématiques

## ACTUALITÉS JEUNESSE

### Forum Jeunesse Méditerranée sur la citoyenneté active du développement durable, du 25 au 29 novembre 2014, à Alger

Organisé pour la première fois en Algérie, le Forum « Citoyens actifs pour le développement durable » fait suite aux Forums Jeunesse qui se sont tenus à Monastir (Tunisie) en 2013 et 2014.

Il réunira près de 250 participants de 11 pays du Bassin méditerranéen : Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie, Egypte, Liban, France, Italie, Grèce, Espagne et Algérie. Il se veut un temps de rencontres et d'échanges de pratiques entre jeunes animateurs et acteurs de la société civile de différents pays du Sud et du Nord du Bassin méditerranéen, autour du développement durable.

Il est prévu des conférences en plénière ainsi que des ateliers thématiques sur :

- citoyenneté et développement durable : les modes d'action des jeunes ;
- partenariat société civile et pouvoirs publics ;
- intégration, droits humains et économie sociale et solidaire ;
- dialogue, culture, réseaux et échanges interculturels des jeunes.

Cet événement bénéficie du soutien de l'Ambassade de France à Alger ainsi que de la Délégation de l'Union européenne en Algérie.

Vous trouverez une présentation du Forum, le programme ainsi que les modalités d'inscriptions sur le lien suivant : [www.forumjeunesse-algerie.com](http://www.forumjeunesse-algerie.com).

Pour toute demande d'information, vous pouvez prendre contact avec Soraya Chebahi, coordinatrice du Forum : [forumjeunesse.contacte@gmail.com](mailto:forumjeunesse.contacte@gmail.com)

Vous pouvez également vous rapprocher de Amir Kellou, chargé de mission société civile à l'Ambassade de France à Alger (tél: 00 213 21 98 15 38/ [amir.kellou@diplomatie.gouv.fr](mailto:amir.kellou@diplomatie.gouv.fr)).

### Réunion d'échanges sur la coopération franco-algérienne dans le domaine de la jeunesse, le 19 septembre 2014

Depuis 2013, Cités Unies France, à travers son groupe thématique Jeunesse, anime un groupe de travail composé des collectivités françaises et des structures Jeunesse, membres du Programme concerté pluri-acteurs Algérie Jousour (PCPA), pour réfléchir aux actions qui pourraient être menées de façon collective et d'échanger autour des initiatives portées individuellement dans le cadre ou non du PCPA. L'objectif étant d'assurer une certaine cohérence dans nos actions.

Les différentes réunions organisées au cours de l'année 2013 et 2014, ainsi que les missions en Algérie. Ces activités ont permis de partager des informations sur des événements, des structures, des projets et des acteurs intervenant sur le champ de la jeunesse en Algérie, et de dégager des axes de travail commun, comme l'organisation d'un séminaire franco-algérien autour des politiques publiques locales jeunesse en partenariat avec l'association Etoile culturelle d'Akbou en 2015. Le groupe de travail, réuni le 19 septembre, a ainsi avancé sur ce projet.

*Pour plus d'informations :*

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

## DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

### Lancement du site Internet interactif du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT)

Le site valorise l'expertise urbaine française à travers un annuaire des membres et une cartographie de réalisations innovantes à l'international. Le site [www.pfvt.fr](http://www.pfvt.fr) offre de nombreuses ressources : stratégies françaises, publications du PFVT et de ses membres, vidéos (making-off lors du 7e Forum urbain mondial). À travers deux partenariats, le PFVT rend accessible les ressources de Cités territoires gouvernance (Citego) et les Bulletins Villes en Développement. De plus, les membres du PFVT bénéficieront d'informations spécifiques (opportunités, veille du PFVT réalisée par le CRDALN) en accédant à leur espace réservé.

Cités Unies France possède un espace réservé pour valoriser les actions et projets de ses adhérents. Si vous souhaitez pouvoir en bénéficier, n'hésitez pas à nous contacter.

### Journées Méditerranéennes de l'Air (JMA)

Les 18 et 19 novembre 2014, Air PACA organise, avec la Fédération ATMO France ainsi qu'Air Languedoc Roussillon et Qualit'Air Corse, les Journées méditerranéennes de l'Air.

La qualité de l'air et le changement climatique sont des sujets majeurs pour l'ensemble du bassin méditerranéen. Aussi avons-nous articulé ces Journées autour de deux grands thèmes :

- Quelles connaissances en matière de qualité de l'air et de changement climatique en Méditerranée et quelles réponses à apporter ?
- Quel réseau d'acteurs et quels liens renforcer sur ces enjeux autour du bassin méditerranéen ?

Des délégations étrangères sont attendues pour témoigner et partager leurs réflexions. Citons par exemple : un représentant de l'OMS d'Amman, des délégations d'Aqaba, Venise, Barcelone, Val d'Aoste, Tripoli (Liban), Tunisie, Marrakech...

Ces JMA ont l'ambition de favoriser la dynamique partenariale en méditerranée : organismes de surveillance, acteurs, scientifiques, partenaires privés, Pour plus de renseignements :

<http://jma.airpaca.org/>

# Thématiques

## Crise alimentaire annoncée dans les pays les plus affectés par le virus Ebola ?

Dans les pays affectés comme le Liberia, la Guinée et la Sierra Leone, une crise alimentaire pourrait survenir : les restrictions imposées, notamment la fermeture des frontières et la limitation des activités portuaires pourraient limiter l'entrée de produits alimentaires. Pour rappel, chaque année, la Guinée - à elle seule - importe plus de 300 millions de dollars en aliments.

Les mesures de quarantaine et la limitation des déplacements, entraînées par l'épidémie d'Ebola, interviennent durant la saison des pluies - généralement propice aux cultures vivrières. Or, selon les statistiques de l'African Economic Outlook, en 2013, la Guinée a tiré 21 % de son PIB de l'agriculture (qui dans cette classification englobe également la chasse, la foresterie et la pêche), la Sierra Leone 52,7 %. Au Liberia, ce chiffre atteint 73,3 % (données de 2011). Autant de raisons, pour la BAD d'agir afin d'éviter qu'une catastrophe sanitaire ne se transforme en désastre économique et social.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com>)

## Journée d'échange régionale : « Agricultures familiales durables et emplois : agissons en Rhône-Alpes ! », le 14 novembre 2014, à Lyon

Dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, une trentaine d'organisations de la société civile, coordonnées par le CADR, se mobilisent en Rhône-Alpes au sein du réseau rhônalpin pour des Agricultures Familiales Durables (PAFaD). Le réseau PAFaD organise le 14 novembre à Lyon, Place Bellecour, une journée d'échange régionale : « Agricultures familiales durables et emplois : agissons en Rhône-Alpes ! » Nous convions les acteurs et les collectivités à cette journée, pour ensemble, déterminer les axes prioritaires d'un plaidoyer régional : les collectivités territoriales doivent s'emparer de leurs responsabilités à créer des conditions favorables aux agricultures familiales durables, en région et dans les pays de coopération décentralisée. Avec le soutien de la région Rhône-Alpes et en partenariat avec le village de la Solidarité Internationale, soutenu par la ville de Lyon et le Grand Lyon.

Plus d'informations : Marion Schoeffert – [marion.schoeffert@cafr.fr](mailto:marion.schoeffert@cafr.fr) – 04 78 50 99 36 - Site Internet : [www.cadr.fr](http://www.cadr.fr)

## AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE

### Année internationale de l'Agriculture Familiale et Journée mondiale de l'Alimentation : Les agricultures familiales, terreaux d'innovations

#### Réflexions sur le repérage et la valorisation des innovations locales et paysannes

La Fondation de France, le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Inter-réseaux Développement rural et le Groupe initiatives organisent le 16 octobre 2014, une journée de travail et d'échange entre acteurs du développement sur l'innovation locale et paysanne, dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale décidée par les Nations unies (ONU) et à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.

Cette journée sera l'occasion de mettre en lumière les initiatives et dynamiques en cours en matière de capitalisation, de valorisation et de changement d'échelle des innovations locales, en illustrant leur potentiel par l'analyse de cas concrets portant sur l'accès aux marchés urbains, la gestion des ressources naturelles et l'innovation financière.

À cette occasion, la Fondation de France décernera un prix à des actions innovantes renforçant la durabilité des systèmes alimentaires territorialisés, en France et en Afrique de l'Ouest.

#### Publication : « Nourrir les villes par l'agriculture familiale locale »



C'est le but commun à 110 actions concrètes engagées depuis 2010 en Afrique de l'Ouest. Ce sont plusieurs milliers d'hommes et de femmes, leurs organisations et leurs partenaires, dont plusieurs membres du CFSI, qui ont relevé le triple défi d'aujourd'hui et de demain : nourrir leurs familles et les populations des villes ouest-africaines en pleine expansion, créer de l'emploi en milieu rural et gérer de façon respectueuse les ressources naturelles.

Le CFSI et la Fondation de France publient aujourd'hui : « Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale – Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest ». Nourrie d'exemples concrets de réussites sur le terrain, donnant la parole aux hommes et aux femmes qui en sont les artisans, illustrée de nombreuses photos, cette publication donne des clés pour comprendre la formidable capacité d'innovation paysanne et son impact sur la sécurité alimentaire.

Des exemplaires papiers sont disponibles sur demande.

Pour plus d'informations :

Isabelle Duquesne, responsable programme Agriculture et Alimentation, CFSI, [duquesne@cfsi.asso.fr](mailto:duquesne@cfsi.asso.fr)

Pour télécharger ce document :

<http://www.cfsi.asso.fr/thematique/afrique-louest-nourrir-villes-lagriculture-familiale-locale-0>

*Pour plus d'informations :*

Constance Koukoui, chargée de mission (Sécurité alimentaire)

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

# Thématiques

## CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

**Journée d'étude : « Le dérèglement climatique : une opportunité commune pour transformer le transport urbain? », le 14 octobre 2014, au CNAM, Paris**

Quelques semaines après le Sommet sur le Climat du Secrétaire général des Nations Unies et peu avant la 20e Conférence des Parties (COP20), qui se déroulera à Lima début décembre, CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) organise la journée d'étude le 14 octobre, à Paris. Cette Journée permettra de faire un état des lieux sur le rôle du secteur du transport dans la lutte contre le dérèglement climatique.

A travers cet événement, seront mobiliser les acteurs du secteur dans la préparation de la COP21 (qui aura lieu à Paris en décembre 2015) et les inviter à contribuer à la dynamique internationale du secteur. CODATU dévoilera également une initiative portée par les élus locaux français et intitulée « Nous avons bien plus que les transports en commun ».

Pour plus de renseignements : [cop21@codatu.org](mailto:cop21@codatu.org), Ana Louisa Canal, [acanal@codatu.org](mailto:acanal@codatu.org), 04 78 62 23 09

**Les gouvernements locaux au Sommet de Ban Ki Moon pour le Climat, les 22 et 23 septembre 2014, à New-York**

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et l'envoyé spécial de l'ONU pour les villes et les changements climatiques, Michael R. Bloomberg, ont annoncé le lancement du **pacte mondial des maires**, outil permettant aux villes de s'engager publiquement à de profondes réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES). Diagnostic territorial, détermination d'objectifs de réduction, définition de plans d'actions et engagement à évaluer les progrès réalisés chaque année en utilisant un système de mesure nouvellement standardisé qui est compatible avec les pratiques internationales: telle est l'ambition de ce nouvel outil. Grâce à cet effort, les villes devront aussi choisir de répondre aux mêmes exigences proposées pour les négociations internationales sur le climat qui mèneront à un traité mondial sur le climat en 2015.

Porté par ICLEI, CGLU et le C40, le Compact of Mayors est consultable sur el line suivant : [http://www.iclei.org/fileadmin/user\\_upload/ICLEI\\_WS/Documents/advocacy/Climate\\_Summit\\_2014/Compact\\_of\\_Mayors\\_Doc.pdf](http://www.iclei.org/fileadmin/user_upload/ICLEI_WS/Documents/advocacy/Climate_Summit_2014/Compact_of_Mayors_Doc.pdf)

**Concours international d'innovations Challenge Climat Agriculture et Forêts**

L'Agence Française de Développement (AFD) et le Cirad invitent tous les innovateurs d'Afrique, de Méditerranée, d'Asie, d'Amérique Latine et des départements et collectivités d'Outre-mer à déposer leur candidature pour le concours d'innovations Challenge Climat Agriculture et Forêts. Ce concours a pour objectif de soutenir et encourager les innovateurs à concrétiser des idées et techniques pour relever les défis auxquels les secteurs de l'agriculture et de la forêt doivent faire face en raison du dérèglement climatique, et soutenir le développement durable.

Pour plus d'informations : <http://challenge-climat.com/accueil/>

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission (Climat et environnement)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

**Pour la première fois, les acteurs non-étatiques représentés à l'ONU parlent d'une même voix aux Etats membres au sujet du climat et des Objectifs de Développement Durable (ODD)**

C'est la première fois que les gouvernements locaux et régionaux portent devant les Nations Unies une déclaration signée par des acteurs non-étatiques aussi divers et représentant des organisations internationales majeures issues des Grands Groupes et « constituencies ». La déclaration est le fruit d'un travail collectif, porté fortement par Ronan Dantec, sénateur de Loire-Atlantique et porteparole de CGLU pour les négociations climatiques. Réalisé au cours de plusieurs rencontres durant les derniers mois, cette déclaration porte sur le climat et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le texte souligne également la volonté des acteurs non-étatiques de renforcer leur coopération à l'échelle mondiale en vue de la Conférence Climat à Paris, en 2015, et démontre les consensus existants entre ces différents acteurs.

Cette déclaration rappelle l'urgence absolue de la lutte contre le changement climatique et la nécessité de limiter l'augmentation globale des températures à moins de 2° au-dessus du niveau préindustriel. Elle souligne que les négociations sur le climat et les ODD sont fortement interconnectées.

Elle rappelle également qu'un accord entre gouvernements nationaux ne sera pas suffisant pour répondre aux défis posés sans l'engagement de tous les acteurs non-étatiques aux niveaux locaux et régionaux, qui portent chacun une part de la réponse et dont les efforts seront essentiels. Cette déclaration porte donc également l'engagement des acteurs non-étatiques à agir ; ils assurent ainsi les gouvernements nationaux de leur soutien dans la réalisation des engagements ambitieux qu'ils doivent prendre.

(Article rédigé par Sarah Schönfeld)

Mlle Sarah Schönfeld a quitté ses fonctions de chargée de mission à Cités Unies France depuis le 30 septembre 2014. Pour toute question relative au groupes-pays Inde et Chine, au développement urbain et au développement durable, nous vous invitons à vous adresser au secrétariat de Cités Unies France : Béatriz Da Costa, [secretariat@cites-unies-france.org](mailto:secretariat@cites-unies-france.org), 01 53 41 81 81. Pour la préparation de la COP 21 et les sujets relatifs à l'Agenda mondial (Habitat III et la refonte de l'agenda post 2015 OMD-ODD) : Astrid Frey, [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org), 01 53 41 81 96.

# Crises et réhabilitation

## Actualités des Philippines et du fonds de solidarité

La phase de l'assistance humanitaire d'urgence est terminée aux Philippines. La survie des populations n'est plus en jeu, dans la plupart des cas, dix mois après le passage dévastateur du typhon Haiyan. La réhabilitation des hôpitaux, des écoles et des bâtiments municipaux a commencé. Ce sont donc maintenant des stratégies de long-terme qui doivent être adoptées, aussi bien pour assurer la subsistance durable des populations que pour garantir la reconstruction des zones affectées par le typhon.



Les reconstructions des territoires sont estimées à 6,3 milliards d'euros. Par ailleurs, au niveau économique, la reprise est laborieuse. La destruction des infrastructures de l'eau et de l'énergie a des conséquences majeures sur le fonctionnement des entreprises. De nombreuses usines n'ont toujours pas pu rouvrir et certains secteurs, tel que l'agriculture, connaissent de graves difficultés pour relancer leurs activités.

Enfin, depuis le 16 septembre 2014, le risque d'éruption du volcan Mayon dans les semaines à venir, a provoqué le déplacement de centaines de personnes et fait peser la crainte d'une aggravation de la situation aux Philippines.

Le fonds de solidarité pour les Philippines, qui a permis de récolter plus de 280 000 euros, donnera lieu prochainement à la signature d'une convention avec la plateforme « French-Philippines United Action - FPUA », afin de lancer les activités décidées par le comité des donateurs de juillet 2014. FPUA sera chargée de représenter CUF en coordonnant le projet en collaboration avec la ville de Bogo. A l'heure actuelle, FPUA et la ville de Bogo ont pris contact pour définir les détails du volet « construction d'un village français », prévu dans le projet du fonds Philippines.

**Président du groupe thématique : Jean-Philippe Magnen, conseiller municipal de Nantes, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire**

## Actualités du Liban et du fonds de solidarité

La guerre syrienne continue et le Liban, premier pays d'accueil des réfugiés syriens fait face à une situation de plus en plus complexe. Il y aurait plus de 1 150 000 réfugiés syriens au Liban, ce qui représente plus d'un tiers de la population totale du pays. Selon différentes études menées par les agences onusiennes, les réfugiés couteraient environ un milliard de dollars par an au Liban (soit 12% du PIB).

L'économie du pays est gravement affectée par cette situation. Le PIB libanais a chuté de près de 3%, et le chômage et la pauvreté sont en constante augmentation.

De plus, la cohésion sociale du pays est menacée. Les Libanais accusent les réfugiés syriens de les concurrencer de manière déloyale pour l'accès à l'emploi et au logement surtout. En effet, les Syriens acceptent des salaires beaucoup moins élevés que les Libanais et s'installent souvent en collocation pour pouvoir payer les loyers. A Beyrouth, c'est une véritable crise du logement qui est en cours. Les tensions sont palpables et le risque serait que ces tensions se transforment en conflit, ce qui compliquerait encore la situation.

Les réfugiés syriens et les communautés hôtes ont donc besoin d'un soutien urgent pour accéder aux services de base. L'aide apportée par les grands opérateurs de l'urgence est toutefois insuffisante. Seuls 23% des 1,6 milliard de dollars nécessaires au soutien du fonctionnement de l'Etat libanais, selon les agences de l'ONU, ont été récoltés.

Le fonds de solidarité pour les réfugiés syriens au Liban a été déployé.



Il a permis l'achat d'un camion citerne pour faciliter l'acheminement de l'eau aux communautés libanaises et syriennes de la municipalité de Kab Elias et de ses alentours. Cités Unies France et la ville de Kab Elias remercie encore une fois les collectivités françaises qui ont pris part à cette initiative (les villes de Nantes, Leers, Bordeaux, Sèzanne, Lannoy et le Conseil général du Territoire

de Belfort). Des représentants du Conseil général du Territoire de Belfort se rendront, au nom de CUF, à Kab Elias en octobre et une mission sera organisée en janvier 2015 pour faire un bilan de l'utilisation du fonds de solidarité.



## Réunion groupe de travail CGLU lors du prochain Conseil mondial

La première réunion de la Task Force (créée le 19 juin 2014 par Cités et Gouvernements Locaux Unis) sur les crises sera organisée lors du Conseil mondial de CGLU, à Haikou, en Chine, les 24 et 26 novembre 2014. Cette réunion permettra de valider les termes de références de la Task Force, de définir son agenda et de réfléchir à sa contribution à la conférence de Sendai, prévue en 2015.

# Crises et réhabilitation

## Mission de Cités Unies France en République Centrafricaine

Cités Unies France a répondu à l'invitation de la Maire de Bangui, Yacinthe Wodobodé, et aux attentes et préoccupations de plusieurs collectivités françaises depuis plusieurs mois, par une mission du 9 au 17 septembre, en République Centrafricaine.

La délégation, la première accueillie par la municipalité depuis la crise, avait deux objectifs : étudier les conditions d'une relance des partenariats entre municipalités du pays et collectivités françaises, et voir comment Cités Unies France et son réseau pourraient, collectivement, appuyer les municipalités centrafricaines à retrouver leur rôle auprès des populations, après les événements violents et tragiques de ces derniers mois.

La délégation a pu se rendre dans chacun des huit arrondissements de Bangui, ainsi que dans des communes limitrophes.

Quelques constats :

Les maires, les chefs de quartier, sont restés auprès de leurs populations et des nombreux déplacés dans ces épreuves. Avec des moyens très limités, tous prennent des initiatives. Ceci a renforcé leur crédibilité.

Comme les populations et leurs maisons, les mairies ont été très touchées par les événements. Tout équipement a disparu, mais aussi l'électricité, le toit, les fenêtres, etc. Les recettes se sont effondrées, les quelques services rendus de manière très imparfaite, dont le nettoyage, suspendus.

La délégation a rencontré une conviction forte que la relance du pays passera par une décentralisation. Elle a été invitée à s'entretenir à ce sujet avec, entre autres, le ministre de l'administration territoriale et la Présidente de la Transition, Chef de l'Etat, Catherine Samba-Panza, ancienne maire de Bangui.

Une réputation d'inaction, d'incompétence voire de risques fiduciaires, conduit les nombreux acteurs, partenaires du développement, dont la France, l'Union européenne, et ONG, à souvent contourner et éviter les mairies.

Le pays et ses institutions se trouvent dans une situation très critique. Cités Unies France a plaidé sans cesse pour que les efforts de sortie de crise, encore marqués par l'urgence, intègrent, dès maintenant, l'objectif de relance des municipalités, le renforcement de leurs capacités y compris financières.



Cités Unies France, avec les collectivités engagées, avec la coopération française et européenne, avec des ONG, etc., s'investira afin de développer des manières concrètes d'atteindre cet objectif.

## Actualités des Balkans et du fonds de solidarité

Les efforts de reconstruction des territoires dévastés par les inondations dramatiques de mai 2014 sont sapés par de nouvelles pluies diluviennes qui provoquent des crues depuis quelques jours aux Balkans et en Autriche.

Le centre de la Croatie est particulièrement affecté. Le gouvernement a déclaré l'état d'alerte général pour la ville de Karlovac et la mairie a dû évacuer plus de deux milles personnes.

En Slovénie, deux victimes sont déjà à déplorer. La catastrophe, particulièrement intense dans le sud et l'est du pays, a provoqué l'inondation de centaines de maisons, la fermeture de certains grands axes routiers et des centaines de glissements de terrain.

La situation en Serbie est particulièrement complexe. Les nouvelles inondations ont isolé des villes reculées dans l'est du pays où les crues ont déjà fait une victime, ravagé des routes, des ponts, et ont provoqué des coupures d'électricité. Des mesures d'urgence ont été prises dans les zones les plus affectées et des dizaines de personnes ont dû être évacuées. La reconstruction dans ce pays tarde à produire des résultats à cause de la lenteur des programmes étatiques. La colère des habitants monte et des protestations ont même été relevées à Obrenovac. De plus, le risque d'épidémie du virus du Nil occidental est à craindre à Kovin. Une invasion de moustique inhabituelle a été observée à la suite des inondations de mai.

La Bosnie-Herzégovine déplore également de nouvelles inondations, alors que, comme pour la Serbie, les dégâts causés par la catastrophe de mai 2014 s'estiment en milliards d'euros. La reconstruction des territoires affectés était déjà problématique avant les récents événements à cause de l'inertie des gouvernements qui tardent à verser des fonds pour soutenir les efforts des villes et villages détruits. Les autorités centrales et locales se renvoient la responsabilité de la situation dans une querelle qui pénalise les populations. Les autorités locales font part de leur impuissance et de leur manque de ressources financières pour répondre aux besoins de leurs habitants, ce qui ne fait qu'augmenter la colère et le ressentiment de ces derniers, se sentant délaissés.

Les réflexions concernant les actions à mener grâce aux fonds récoltés par l'initiative de solidarité de Cités Unies France sont en cours. Des contacts seront prochainement établis avec les collectivités donatrices ainsi qu'avec les ligues des villes serbes et bosniennes.



Mme Yacinthe Wodobodé, Maire de Bangui, Mme Catherine Samba-Panza, Présidente de la Transition, Chef de l'Etat, et Nicolas Wit, Directeur général adjoint de CUF

# Thématiques

## TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

### Le tourisme à l'honneur de la Semaine économique de la Méditerranée

La 8<sup>ème</sup> édition de la Semaine économique de la Méditerranée se tiendra du 5 au 8 novembre 2014, à Marseille.

Le tourisme et l'un des vecteurs de développement économique en Méditerranée : ses enjeux de stratégie de marketing territorial, de protection de l'environnement et de transversalité sont fédérateurs et présagent d'une participation record à cet événement.

Associant des sujets divers allant des produits de terroirs aux outils innovants de développement économique local, cet événement autour de nombreux ateliers et partenaires sera un lieu de rencontre pour tous les acteurs qui travaillent dans le domaine du tourisme. Plusieurs collectivités seront au rendez-vous et vont piloter certains ateliers, notamment Territoires Solidaires, la Région PACA, la ville de Marseille et la DAECT. Plus d'informations : [www.semaine-eco-med.com](http://www.semaine-eco-med.com)

### Retour sur le Forum mondial Convergences, les 8, 9 et 10 septembre 2014

Avec pour thème cette année « Objectifs 2030 : co-construire le monde de demain », le Forum mondial Convergences a réussi sa mission de réunir des acteurs de tous secteurs et de tous types pour les faire réfléchir et échanger sur les solutions possibles pour créer un monde plus équitable et durable : il a réuni 7 000 personnes sur trois jours, qui ont pu écouter et débattre avec 250 intervenants de qualité. Les initiatives et l'action locales ont particulièrement été mises en avant comme bénéfiques et porteuses d'espoir et de solutions pour engager le développement tant au Sud qu'au Nord, dans l'optique de faire émerger des solutions globales permettant d'atteindre les OMD.

Site du Forum : <http://www.convergences.org/>



CONVERGENCES  
Vers un monde équitable et durable

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Astrid Frey, chargée de mission (Education à la citoyenneté mondiale)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## CRISES ET REHABILITATION

### Séminaire à Amman, les 24 et 25 septembre 2014

Cités Unies France, en collaboration avec la plateforme des autorités locales et régionales européennes pour le développement (PLATFORMA), a organisé un séminaire à Amman, en Jordanie, les 24 et 25 septembre 2014. Ce séminaire portait sur le dialogue et le renforcement des capacités des autorités locales et régionales au Mashrek dans les domaines du développement et de la gouvernance locale.

Au cours du séminaire, un focus a été fait sur le rôle des collectivités locales dans les situations de crise, et notamment dans le cadre de la crise syrienne qui a pour conséquence un afflux massif de populations réfugiées dans les municipalités des pays voisins. Une étude, intitulée « **Quel rôle pour les gouvernements locaux dans les crises ? Le cas de la crise syrienne** », a été rédigée par CUF et a été présentée lors du séminaire. L'étude expose l'approche locale généraliste que CUF développe actuellement sur cette thématique.



De nombreux acteurs de l'urgence présents dans les États du Mashrek – aux vues des nombreuses crises qui s'y déroulent – ont participé à ce séminaire : ils ont eu une vision concrète de ce que peuvent faire les autorités locales lorsqu'elles sont soutenues dans la mesure où l'étude propose d'étudier des exemples d'interventions dans lesquelles les autorités locales sont au centre et qu'un protocole d'action à envisager et à optimiser est également proposé à la fin de ce travail.

## EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE

### Présidente du groupe thématique : Véronique Moreira, vice-présidente du conseil régional Rhône Alpes, en charge de la solidarité internationale

La nouvelle loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale, promulguée le 8 juillet 2014, contient un alinéa dans l'article relatif à l'action extérieure des collectivités territoriales qui encourage ces dernières à mener des « campagnes d'information sur la solidarité internationale des territoires », conjointement avec le ministère de l'Education nationale, dans les établissements scolaires. Le groupe de travail dédié de Cités Unies France se réunira le 6 novembre prochain pour se pencher sur les mises en application concrètes de cet alinéa et pour poursuivre le travail entamé avec l'équipe de la Semaine de la solidarité internationale. Après avoir dégagé un argumentaire destiné aux collectivités territoriales, il s'agit de construire des fiches d'actions concrètes permettant une meilleure implication des collectivités territoriales dans la Semaine.

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	8 octobre	CUF
Rencontre pour les collectivités françaises au Burkina Faso	Burkina Faso	9 octobre	Ambassade de France
Assemblée plénière du programme Concerté pluri-acteurs Algérie, Jousour	Tipaza, Algérie	9 - 12 octobre	PCPA-CFSI
6 <sup>e</sup> Assises yvelinoises de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	Chatou	11 octobre	Conseil général des Yvelines
Assises de coopération décentralisée franco-nigérienne	Niamey, Niger	13 - 17 octobre	CUF/Comité de pilotage
Journée d'étude : « Le dérèglement climatique : une opportunité commune pour transformer le transport urbain ? »	Paris	14 octobre	Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains (CODATU)
Soirée de lancement du projet « TABADOUL »	Montreuil	15 octobre	Montreuil
Réunion du groupe-pays Mexique	CUF	15 octobre	CUF
Conférence-débat « La coopération décentralisée au service de la promotion des droits des femmes »	Lyon	17 octobre	Forum réfugiés-Cosi
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	17 octobre	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-mauritanienne	Nouakchott, Mauritanie	19 - 20 octobre	Comité de pilotage/ Groupe-pays Mauritanie
Comité permanent de la mobilité européenne et internationale des jeunes	Paris	20 octobre	Ministère de la Jeunesse
Congrès national de l'ANACEJ	Villeurbanne	27 - 28 octobre	Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ)
6 <sup>ème</sup> atelier d'apprentissage « Villes inclusives » (AL-Las)	Moròn, Argentine	27 - 31 octobre	Projet AL-LAs
4 <sup>èmes</sup> Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Takamatsu, Japon	28 - 30 octobre	Comité de pilotage / Groupe-pays Japon
Réunion du groupe-pays Liban	CUF	28 octobre	CUF
Réunion groupe-pays Algérie	CUF	Fin octobre - début novembre	CUF

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Forum mondial de la démocratie 2014	Strasbourg	3 - 5 novembre	Conseil de l'Europe
Réunion du groupe thématique Education à la citoyenneté mondiale	CUF	6 novembre	CUF
4 <sup>èmes</sup> Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Strasbourg	6 - 7 novembre	Comité de pilotage / Groupe-pays Chine
8e Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	5 - 8 novembre	OCEMO
Congrès mondial des Parcs régionaux	Sydney	12 - 19 novembre	
14 <sup>e</sup> rencontres de la coopération internationale en Région Centre	Blois	15 novembre	Région Centre
Semaine de la solidarité internationale	toute la France	15 - 23 novembre	SSI
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	18 novembre	CUF
Journées Méditerranéennes de l'Air	Marseille	18 - 19 novembre	Air PACA/Fédération ATMO France /Air Languedoc Roussillon / Qualit'Air Corse
Réunion annuelle des maires des Outre-mer	Paris	24 novembre	
Conseil mondial de CGLU	Haikou, Chine	24 - 26 novembre	CGLU
Forum Jeunesse Méditerranée sur la citoyenneté active du développement durable	Alger, Algérie	25 - 29 novembre	Forum Jeunesse
Universités d'Automne de l'ARRICOD : Rencontres territoriales européennes et internationales	Montpellier	26 - 28 novembre	ARRICOD / CNFPT
Sommet de la Francophonie	Dakar, Sénégal	29 - 30 novembre	Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)
Conférence « Face au changement climatique, repenser le modèle de développement global »	Paris, Bruxelles, Genève, Lille, Lyon, ...	2 - 5 décembre	Forum Chine-Europe
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	11 décembre	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	CUF	18 décembre	CUF
7 <sup>ème</sup> Forum mondial de l'Eau	Daegu-Gyeongbuk, Corée du Sud	12 - 17 avril	FME

# Publications

## Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2014)

### Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus "profils des régions tchèques")	2005
DPJA	Dossier pays Japon (troisième édition - octobre 2014)	2014
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPCH	Dossier pays Chine (deuxième édition à paraître)	2014
DPLI	Dossier pays Liban (nouvelle édition - octobre 2013)	2013
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPHT	Dossier Pays Haïti (deuxième édition - septembre 2013)	2013
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2014
DPNG	Dossier Pays Niger (deuxième édition - septembre 2014)	2014
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



# Publications

## Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



**Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros**  
Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPAR	Répertoire des partenariats franco-arméniens
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPBR	Répertoire des partenariats franco-brésiliens
RPHT	Répertoire des partenariats franco-haïtiens
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



# Publications

## Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010
Ro09	NOUVEAU ! Action internationale des collectivités territoriales et le social (CUF-ENEIS) (à paraître)	2014

## Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012
REfo7	NOUVEAU ! L'action internationale des collectivités territoriales face au changement climatique (à paraître)	2014

## Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€

## Cahiers de la coopération décentralisée

### Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - n° 3 - septembre 2012	2012	30€



cités unies france

25



## Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR) et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org) ■ Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)